
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 25 septembre 2023
Régulièrement convoqué le 15 septembre 2023

Le 25 septembre 2023 à 18 heures

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM (arrivé à la 300), Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT (arrivée à la 400), Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Karim OUMEDDOUR, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY (arrivé à la 000), M. Jean-Frédéric FABERT (arrivé à la 202), M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED (arrivé à la 000), Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Norbert GRAVES), M. Jacques ROCCI (pouvoir Mme Anne BELLE), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir Mme Florence VINENT), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU), M. Julien DECORTE (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Corentin CATELLA (pouvoir M. Laurent CHAUVÉAU),

Absent(e)s : M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Jacques SÉBILLE,

Secrétaire de Séance : Mme Emeline MEHUKAJ

3.01 - RÉHABILITATION DU RÉSERVOIR D'EAU POTABLE DE LA BIOLE ET MISE EN SÉCURITÉ DU SITE - APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX, DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE ET DU RECOURS À UNE MAÎTRISE D'OEUVRE PRIVÉE

Madame Marie-Christine MAGNANON, 1^{ère} Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

La ville de Montélimar dispose de 14 ouvrages de stockage de l'eau potable, dont les réservoirs de la Biôle et de l'Hôpital, situés chemin du Réservoir Haut à Montélimar :

- Le réservoir de la Biôle, construit vers 1970, est un réservoir sur tour, en béton armé, de forme tronconique sur fût cylindrique et d'une capacité de stockage de 800 m³.
- Le réservoir de l'Hôpital, construit vers 1980, est de type semi-enterré, alimente uniquement le centre hospitalier de Montélimar, et a une capacité de 600 m³.

Des travaux de réhabilitation de l'étanchéité du réservoir de la Biôle ont été réalisés au début des années 2000. Ils ont consisté au remplacement du revêtement existant par une résine d'étanchéité stratifiée, posée en semi-adhérence.

Dès 2003, la Ville a alerté les titulaires des marchés ayant réalisé les travaux pour des défauts d'étanchéité sur l'ouvrage : décollement de l'étanchéité dû aux arrachements ou rupture des fixations, entraînant des fissures du revêtement et des cloques.

Des expertises amiables ont alors été diligentées, sans qu'aucune solution ne puisse être dégagée. C'est pourquoi un recours a été déposé le 10 janvier 2006 devant le juge administratif. La Ville a été indemnisée suite à l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 17 avril 2014..

S'en sont suivis des examens complémentaires et avis techniques afin de définir les solutions pouvant être mises en place pour réhabiliter l'étanchéité du réservoir.

Outre ces désordres, une étude de vulnérabilité des installations de distribution de l'eau de la Ville, réalisée en 2021, a conclu au besoin de mettre en place des actions d'amélioration de la sécurité du site accueillant les deux réservoirs.

Sur la base de ces différentes conclusions, la Ville souhaite entreprendre les travaux suivants :

- Tranche ferme : réhabilitation de l'étanchéité du réservoir de la Biolle,
- Tranche optionnelle : mise en sécurité du site vis-à-vis des actes de malveillance.

Pour la réalisation de cette opération, dont le programme figure en annexe à la présente délibération et dont l'enveloppe financière prévisionnelle ressort à 450 00000 € HT, soit 540 00000 € TTC (pour une TVA à 20%) dont 327 000 € HT pour la tranche ferme et 108 000 € HT pour la tranche optionnelle, il est nécessaire de recourir au service d'un maître d'œuvre qui se verra confier une mission relevant du domaine « INFRASTRUCTURE » portant sur les éléments normalisés :

- Les études d'Avant-Projet (AVP),
- Les études du Projet (PRO),
- L'Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des Marchés de Travaux (AMT),
- Le Visa des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur (VISA),
- La Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET),
- L'Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment son livre IV de la partie II portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2123-1, R.213-4 à R.213-6, R.2123-1-1°, R.2131-12-2 et R.2172-3 ;

Vu le programme de l'opération de réhabilitation du réservoir d'eau potable de la Biolle et mise en sécurité du site ;

Après avoir entendu l'exposé précédent ;

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le programme de l'opération de réhabilitation du réservoir d'eau potable de la Biolle et mise en sécurité du site,
- **D'ARRÊTER** l'enveloppe financière prévisionnelle pour cette opération au montant susvisé,
- **D'APPROUVER** le recours à une maîtrise d'œuvre privée pour une mission telle que précisée ci-dessus,
- **D'APPROUVER** que la dévolution du marché de maîtrise d'œuvre s'opère dans le cadre d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles précités du Code de la commande publique,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à demander des subventions les plus élevées possible,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 26 septembre 2023

Le Maire,
Julien CORNILLET



La secrétaire de séance
Emeline MEHUKAJ

